

## Rapport Hagelsteen : La loi du plus fort

Comme les difficiles débats sur la loi Chatel le laissaient présager, la commission Hagelsteen préconise, dans son rapport rendu hier, la négociation unilatérale des tarifs des fournisseurs par la Grande Distribution.

En donnant, sans contrepartie, aux GMS la possibilité de négocier auprès de ses fournisseurs des prix toujours plus bas, les Pouvoirs publics vont à l'encontre de l'objectif recherché, celui de la croissance et du pouvoir d'achat des français.

Aujourd'hui 5 centrales d'achat s'approvisionnent auprès de 10 000 industries agro-alimentaires (dont 80% sont des PME) et de 570 000 exploitations agricoles : ce déséquilibre criant des forces en présence donne de facto une position dominante à la grande distribution qui veut encore et toujours obtenir davantage.

Rappelons que les remises " hors factures " exigées par les GMS s'élèvent à 35 milliards € et que les délais de paiement leur rapportent 11 milliards €. Par ailleurs, entre 1960 et 2005, les prix agricoles payés aux producteurs ont été divisée par 2 alors que les prix réels à la consommation eux, restaient stables ! Cherchez l'erreur !

Maintenant il s'agit de retirer aux fournisseurs la maîtrise de leurs tarifs, c'est-à-dire celle de leurs charges. Or une entreprise, dans son environnement concurrentiel, ne peut pas assurer sa pérennité, ses investissements, ses emplois, si elle n'a pas la liberté et la responsabilité de son tarif vis-à-vis de ses clients, qui, eux, ont la liberté d'acheter ou non les produits proposés .

Oui la FNSEA est préoccupée par le pouvoir d'achat des français, de tous les français ; Oui la concurrence encadrée, régulée est profitable aux acteurs économiques et sociaux. Non, la concurrence débridée que l'on nous propose ne bénéficiera pas à moyen terme aux consommateurs. En vérité, la pression toujours plus exacerbée exercée sur les petites et moyennes entreprises agricoles et alimentaires détruira la richesse du tissu économique de nos territoires.

Le pouvoir d'achat de demain se construit sur les emplois et la valeur ajoutée créés aujourd'hui.